



LETTRE OUVERTE AU PRESIDENT FRANÇOIS HOLLANDE

Il faut agir vite pour faire libérer les journalistes français enlevés en Syrie

Monsieur le Président,

Réunis en congrès national à Marseille, les délégués du SNJ-CGT, membre de la Fédération internationale des journalistes (FIJ) et de la Fédération européenne des journalistes (FEJ), vous exhortent à tout mettre en œuvre pour obtenir la libération des quatre journalistes français et de tous leurs confrères otages en Syrie.

Quatre journalistes français sont aux mains de groupes armés depuis juin dernier en Syrie. Il s'agit de Nicolas Hénin (reporter pour *Le Point* et *Arte*), et du photographe Peter Torrès qui ont été enlevés en Syrie le 22 Juin. Mais aussi de Didier François (*Europe 1*) et Edouard Elias (photographe) disparus le 6 juin près d'Alep.

C'est intolérable. La méthode de terreur utilisée par les ravisseurs vise avant tout à interdire aux journalistes de couvrir le conflit syrien.

Les parties impliquées dans cette guerre aux conséquences tragiques pour les populations civiles font tout pour imposer le silence sur ce qui se passe et empêcher les opinions publiques d'être informées par des journalistes professionnels.

Dans ces conditions, nous pensons que le gouvernement français, mais aussi l'Union européenne et l'ONU, doivent sine die se mobiliser pour faire cesser les prises d'otages de journalistes, par un camp ou un autre.

Il y a urgence à mettre au ban de la société les seigneurs de la guerre qui se font fort de leur impunité en capturant, torturant, maltraitant les journalistes.

Devant la gravité et l'urgence de la situation, nous vous appelons, M. le président, à recevoir une délégation des syndicats de journalistes français pour faire toute la lumière sur ces enlèvements et exiger de l'Etat les moyens nécessaires pour faire libérer nos confrères.

Nous demandons parallèlement au secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki Moon, que la charte de l'ONU sur la protection des journalistes soit explicitement respectée et que soit mis fin à l'impunité en ce domaine comme le réclame la FIJ (600.000 adhérents dans le monde). Il y a urgence à agir.

Motion votée au congrès du SNJ-CGT à Marseille, le 17/10/213

SNJ-CGT